

(N° 176)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1925.

Proposition de loi portant revision de la loi provinciale
du 30 avril 1836 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

M. Troclet et les collègues qui ont signé avec lui la proposition de loi qui est soumise à vos délibérations affirment certes que les services rendus au pays depuis 1836 par les conseils provinciaux leur donnent droit à plus d'autonomie en toute matière et justifient une étude nouvelle des problèmes relatifs à l'organisation provinciale.

Mais ils affirment tout aussi nettement qu'ils vous convient à entreprendre ce travail parce que l'extension du droit de suffrage aux femmes pour la nomination des conseillers provinciaux « bouleverserait notre régime actuel » et que ce « serait commettre une faute grave de désaxer les administrations provinciales par le vote féminin sans introduire dans la loi les contrepois nécessaires à un fonctionnement bien régulier des institutions nationales. »

Ces contrepois, d'après M. Troclet et ses collègues, seraient insuffisants si le Parlement limitait la réforme de la loi organique de 1836 à l'application de la représentation proportionnelle aux élections pour la nomination des députations permanentes.

(1) Proposition de loi, n° 235 (1923-1924).

(2) La Section centrale, présidée par M. Lemonnier, était composée de MM. Pussemier, de Liedekerke, Mansart, Bouchery, Rubbens et Soudan.

« La représentation proportionnelle à la Députation permanente, disent-ils, ne peut elle-même fonctionner avec le minimum d'inconvénients qu'aux conditions suivantes :

- » 1° La Députation permanente a le droit d'élire elle-même son président ;
 - » 2° Le Gouverneur n'aura à remplir aux séances de la Députation permanente que le rôle qui lui est assigné par l'article 123 en ce qui concerne les séances du Conseil provincial ;
 - » 3° Les Conseils provinciaux disposeront pleinement du droit de se réunir ;
 - » 4° L'autonomie financière la plus large sera accordée aux Conseils provinciaux.
- » Et ils concluent en écrivant : Les réformes que contient notre proposition sont à notre sens le corollaire obligé de tout projet touchant au régime provincial actuel. »

* .

Les idées exposées par M. Troclet et ses amis ont naturellement été adoptées et défendues par des membres de votre Section centrale.

Mais d'autres membres, tout en affirmant que certes notre législation n'est point parfaite comme l'est toute œuvre humaine — que cette législation a fonctionné depuis près d'un siècle en s'adaptant aux exigences de la vie nationale et sans provoquer de critiques graves et fondées, ont déclaré ne pouvoir se rallier à une thèse radicale.

Ils ont signalé surtout que la participation de la femme aux élections provinciales ne constituait qu'une extension du droit de suffrage. Or, disaient-ils, l'adjonction des électeurs capacitaires aux électeurs censitaires ; l'adoption du suffrage plural ; la substitution au régime du suffrage plural du suffrage universel des hommes, ont chaque fois profondément modifié les conditions dans lesquelles la loi organique de 1836 était appelée à fonctionner. Et jamais, cependant, l'extension du droit du suffrage n'a été subordonnée à une revision des dispositions de cette loi organique.

* * *

En réalité, la discussion générale de la proposition de loi a été courte.

Il a été reconnu que les textes soumis au Parlement par M. Troclet et ses amis modifient radicalement l'organisation politique et administrative du pays telle qu'elle est établie par la loi de 1836.

Un examen approfondi de ces textes aurait donc exigé de longues études et de nombreuses séances.

Aussi, afin de permettre qu'un rapport vous soit adressé au cours de la présente session encore, M. Troclet et ses amis ont-ils admis que votre Section centrale ne statuât et ne fit rapport que sur certains articles de sa proposition.

Ces articles sont indiqués ci-après.

ARTICLE PREMIER DE LA PROPOSITION DE M. TROCLET.*Nomination des gouverneurs, des greffiers, des fonctionnaires et employés de l'Administration provinciale.*

Cet article premier est rédigé comme suit :

« L'article 4, alinéa 2, est remplacé comme suit :

» Les commissaires du Gouvernement (gouverneurs) sont nommés par le Roi sur une liste double présentée :

» a) Par le Conseil provincial;

» b) Par les Députés et Sénateurs élus par le Conseil provincial. Le Conseil provincial présentera un premier et un deuxième candidat. Les Députés et Sénateurs de la province feront de même.

» Les commissaires du Gouvernement peuvent être révoqués par le Roi.

» Le greffier provincial est nommé par le Conseil provincial sur triple présentation de la Députation permanente.

» Le greffier provincial est en même temps secrétaire de la Députation permanente et assure la direction de tous les services de l'administration provinciale.

» Tous les fonctionnaires du gouvernement provincial sont placés sous ses ordres.

» Il est assisté dans ses fonctions par un greffier-adjoint désigné par le Bureau du Conseil provincial, sur triple présentation de la Députation permanente.

» Les nominations des autres membres du personnel provincial sont faites par la Députation permanente. »

M. Troclet a admis que la Section centrale se prononça exclusivement sur cette partie de l'article qui règle le mode de nomination des Gouverneurs, donc sur les alinéas 1, 2 et 3.

On ne saurait mieux résumer les arguments qui ont été produits en faveur de la proposition faite par M. Troclet qu'en reproduisant le passage suivant des développements :

« Telle qu'elle a été organisée, l'autonomie, pourtant trop restreinte, de nos provinces a déjà rendu des services. Réorganisée et étendue elle en rendra davantage encore.

» La nomination du Gouverneur par le Roi sur une liste double présentée par les mandataires de la province apparaîtra aux yeux de certains comme une mesure excessive. Le fait que deux provinces à majorité socialiste possèdent deux Gouverneurs d'une autre opinion, n'est-elle pas un fait regrettable? Le fait que le parti socialiste représentant plus du tiers de la Nation n'a pas, en Belgique, un seul Gouverneur partageant ses sentiments, n'est-il pas déplorable? Notre proposition rétablirait un juste équilibre à ce sujet. Elle laisse, d'ailleurs, au

pouvoir central le dernier mot en matière de nomination et ne touche pas au droit actuel de révocation.

» Il n'y a pas lieu de craindre des abus du pouvoir provincial pour les raisons suivantes : 1° l'alinéa 5 de l'article 108 de la Constitution permet le recours au pouvoir législatif et au Roi lorsque le Conseil provincial sort de ses attributions et blesse l'intérêt général ; 2° l'application de la représentation proportionnelle à la Députation permanente assure le contrôle de tous les partis au sein du Comité exécutif du Conseil provincial. »

Un membre de la Section centrale a déclaré ne pas être hostile au principe que le Gouverneur ne pourrait être nommé que sur liste de présentation ; mais il a ajouté ne pouvoir cependant se rallier au texte proposé parce que la rédaction en était trop défectueuse. Il prévoyait, en effet, une intervention des « députés et sénateurs élus par le Conseil provincial ». Or, seuls des sénateurs sont élus par le Conseil provincial.

D'autres membres de la Section se sont prononcés contre toute limitation du droit de nomination tel qu'il est organisé par la législation qui nous régit.

Des très nombreuses objections qu'ils ont fait valoir il suffit de retenir celle-ci : Si la province, comme la commune, s'administre elle-même en Belgique, elle ne le fait que sous le contrôle de l'État. Or, dans chacune des provinces du pays ce contrôle ne peut être réellement efficace que si l'agent qui l'exerce est l'agent immédiat ou direct du pouvoir central. Une limitation du droit de nomination du fonctionnaire chargé par le Gouvernement de faire exécuter les lois se conçoit donc difficilement, et ces membres ont insisté aussi sur ce fait que les attributions du Gouverneur ne sont pas exclusivement d'intérêt provincial, mais qu'il agit aussi dans de nombreux cas, dans des affaires générales, comme représentant du Gouvernement sans intervention ni du Conseil provincial, ni de la Députation permanente.

Votre Section centrale a rejeté par 3 votes négatifs contre 2 votes affirmatifs et 1 abstention l'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la proposition de M. Troclet, alinéa qui était conçu comme suit : « Les commissaires du Gouvernement (gouverneurs) sont nommés par le Roi sur une liste double présentée. »

ARTICLE 2 DE LA PROPOSITION DE LOI

Réunions du Conseil provincial.

La proposition est justifiée comme suit dans les développements :

« En 1836, la loi a fixé à quatre semaines le maximum de la durée de la session provinciale. A cette époque cela paraissait largement suffisant.

» En nonante ans, l'activité accrue des conseils provinciaux exige beaucoup plus de vingt-quatre jours par an pour résoudre les questions multiples qui leur sont soumises.

» Quatre semaines pour établir le budget et le droit pour le Conseil provincial lui-même, comme le Conseil communal, de se réunir suivant les nécessités, tel est le résumé de l'article 2 de notre proposition de loi. Il supprime donc les articles anciens qui subordonnaient la prolongation de la session à l'assentiment du Gouverneur et la convocation du Conseil provincial en un arrêté royal. »

Votre Section centrale a rejeté par 3 voix contre 2 toute modification à la législation qui est en vigueur.

Elle estime qu'accorder aux conseils provinciaux le droit de se réunir quand, en fait, un certain nombre de membres le jugeraient utile aurait pour conséquence fatale d'amener les conseils provinciaux à s'écarter du rôle limité, que leur assigne la constitution et la loi. Ces membres ont ajouté qu'en fait des conseils provinciaux siègent pendant un terme inférieur à celui qui leur est assigné; que par la réunion du Conseil en session extraordinaire autorisée par le Gouvernement, la rigueur des dispositions légales existantes est atténuée; et enfin que la réunion officieuse des conseils avant la date de la session ordinaire permet une utilisation complète de toutes les séances de cette dernière puisque les conseillers peuvent prendre connaissance préalable des dossiers qui leur seront soumis.

ARTICLE 7 DE LA PROPOSITION DE LOI.

Nombre de membres de la Députation permanente.

Cet article est libellé comme suit :

L'article 96 est remplacé par le texte suivant :

« La Députation permanente du Conseil est composée :

- » a) De 5 membres dans les provinces comptant moins de 500,000 habitants;
- » b) De 7 membres dans les provinces comptant de 500,000 à 1 million d'habitants;
- » c) De neuf membres dans les provinces dont la population dépasse 1 million d'habitants. »

Vous voudrez bien, Messieurs, retrouver à l'article 8 le résumé des discussions soulevées par l'examen de cet article et l'explication du vote qui a été émis.

Votre section centrale par 3 voix contre 2 et une abstention a amendé le texte proposé par M. Troclet. Elle vous propose de décider que le texte de l'article 96 de la loi provinciale sera modifié en ce sens que le nombre des membres des députations permanentes sera porté dans toutes les provinces à 7 au lieu de 6.

ARTICLES 8 ET 10 DE LA PROPOSITION DE LOI.

Limitation des droits du Gouverneur. — Application de la représentation proportionnelle à la nomination des députés permanents.

Votre Section centrale s'est enfin prononcée sur l'application de la représentation proportionnelle à l'élection des membres des députations permanentes.

Pour les membres de la Section centrale qui partageaient l'opinion défendue par M. Troelet et ses amis, cette application n'était admissible que si les principes énumérés ci-après étaient admis :

1° Le Gouverneur n'aurait plus au sein de la Députation permanente que voix consultative. La suppression des dispositions légales qui sont en vigueur et qui donnent au Gouverneur voix délibérative était exigée parce que, par l'application de la représentation proportionnelle, le Gouverneur aurait presque toujours eu en fait au sein de la Députation voix prépondérante.

2° Logiquement, l'adoption de ce principe exigeait l'inscription dans la loi organique provinciale d'une disposition abrogeant celle qui est en vigueur et qui fixe à 6 le nombre des députés permanents pour y substituer une autre fixant à un chiffre impair (5, 7 ou 9) le nombre des députés permanents. Sans le vote de cet amendement il aurait été impossible à une majorité de se constituer au sein des députations.

3° Le système de représentation proportionnelle qui serait appliqué ne pouvait se limiter à assurer une représentation des minorités. Il devait assurer à tous les partis qui étaient représentés au Conseil provincial, une représentation au sein de la députation qui fût en rapport réel avec le nombre de leurs élus.

4° Enfin, l'adoption d'un système de représentation proportionnelle intégrale exigeait encore que le nombre des députés permanents fut porté à 7 afin d'assurer, dans les Conseils provinciaux comptant un nombre restreint de membres, l'élection d'un député appartenant aux groupes qui seraient numériquement faibles.

Le problème soulevé par l'examen de ces propositions ayant déjà été discuté au Parlement à diverses reprises, l'échange des vues, qui a précédé les votes qui ont été émis, a été court.

La limitation du pouvoir du Gouverneur, la suppression donc de sa « voix délibérative » a été repoussée par 3 voix contre 2 et une abstention parce que la Députation permanente ne statue pas que sur des affaires d'intérêt provincial. Délégué du pouvoir central, ce collège a des attributions d'intérêt général. Il suffit de relire les articles de la loi communale pour s'en convaincre et aussi, par exemple, de se rappeler que la Députation permanente assure l'application de la loi sur le domicile de secours; de la loi sur les établissements dangereux, incommodés et insalubres; qu'elle statue sur la validité des élections communales. On ne comprendrait pas dans tous ces cas, une limitation du pouvoir du Gouverneur représentant du pouvoir central.

L'augmentation du nombre des députés permanents (de 6 à 7) a été adoptée comme il a été expliqué ci-dessus.

Enfin le système de représentation proportionnelle préconisé par la proposition qui vous est soumise a été rejeté par 3 voix contre 3. Les votes négatifs ont été dictés, non par une opposition aux principes qui sont à la base de la réforme proposée, mais exclusivement par des considérations de faits. Ces membres ont rappelé :

1° Que le Sénat se ralliant à une initiative prise par MM. Impériali, Digneffe,

Berryer, Speyer, Orban de Xivry et Hicguët, a, en séance du 22 septembre 1921, adopté une série de dispositions par application desquelles un membre des députations permanentes aurait été nommé à la majorité absolue des voix, tandis que les cinq autres auraient été nommés par la représentation proportionnelle (*Doc. parl. Ch.*, session 1920-1921, n° 532).

2° Que ce projet de loi a été adopté par les sections de la Chambre, par la Section centrale et qu'il a fait l'objet d'un rapport favorable qui a été inscrit sous le numéro 577 des documents de cette session de 1920-1921;

3° Que la Chambre est toujours saisie de ce projet;

4° Que ce projet leur donnant satisfaction, ils n'estiment pas devoir, pour le moment, inviter la Chambre à se prononcer sur des textes autres que ceux ayant fait l'objet du rapport qui vous a été adressé en 1921.

La majorité des membres de votre Section centrale s'est ralliée aux termes du présent rapport.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

MAURICE LEMONNIER.

(8)

(1)

(N^o 176)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1925.

WETSVOORSTEL TOT HERZIENING VAN DE PROVINCIALE WET VAN 30 APRIL 1836 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PUSSEMIER**.

MIJNE HEEREN,

De heer Troclet en zijne collegas, die het wetsvoorstel, u ter bespreking voorgelegd, hebben geteekend, erkennen voorzeker dat de diensten, door de provinciale raden sedert 1836 aan het land bewezen, hun recht geven op meer zelfstandigheid in alle zaken, en een nieuw onderzoek van de vraagstukken betreffende de provinciale organisatie wettigen.

Maar zij bevestigen even krachtdadig dat dit werk moet aangevat worden, omdat de uitbreiding van het stemrecht tot de vrouwen, voor de benoeming van de Provinciale Raden « ons huidig regime zou verstoren » en dat « het eene grove dwaling zou wezen moest men de provinciale besturen door het vrouwenstemrecht uit hun as werpen, zonder door de wet het vereischte tegenwicht te brengen in de regelmatige werking van 's lands instellingen. »

Dit tegenwicht zou, volgens den heer Troclet en zijne collegas, onvoldoende zijn indien het Parlement de hervorming van de organieke wet van 1836 beperkte tot het toepassen van de evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor de benoeming van de bestendige deputatiën.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel n^o 235 (1923-1924).

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit de heeren Pussemier, de Liedekerke, Mansart, Bouchery, Rubbens en Soudan.

« De invoering van de evenredige vertegenwoordiging bij de Bestendige Deputatie zal enkel het minste bezwaar opleveren op de volgende voorwaarden : 1^o De Bestendige Deputatie heeft het recht zelf haren voorzitter te kiezen; 2^o de Gouverneur heeft in de vergaderingen der Bestendige Deputatie slechts de rol te vervullen, welke hem krachtens artikel 123 wordt aangewezen in zake de vergaderingen van den Provinciaal Raad; 3^o de Provinciale Raden beschikken over het volle recht om te vergaderen; 4^o de ruimste zelfstandigheid op financieel gebied wordt aan de Provinciale Raden verleend.

En zij besluiten met de woorden : De hervormingen, in ons voorstel besloten, zijn, naar onze meening, het natuurlijk gevolg van ieder ontwerp dat aan het bestaande provinciale statuut raakt. »

*
* *

De beweeggronden van de heeren Troclet c. s. werden natuurlijk aangenomen en verdedigd door leden van uwe Middenafdeeling.

Maar andere leden, — al erkenden zij dat voorzeker deze wetgeving onvolledig is zooals alle menschelijke instelling, — dat deze wetgeving gedurende bijna eene eeuw in zwang is geweest, zich aanpassend aan de noodwendigheid van het nationaal leven en zonder ernstige of gegronde bezwaren te doen oprijzen, — hebben verklaard dat zij zich bij eene radikale thesis niet konden aansluiten.

Zij hebben er vooral op gewezen dat de deelneming van de vrouw aan de provinciale verkiezingen slechts eene uitbreiding was van het stemrecht. Welnu, zegden ze, de toevoeging van de bekwaamheidskiezers bij de cijnskiezers, de aanneming van het meervoudig stemrecht, het vervangen van het meervoudig stemrecht door het algemeen stemrecht van de mannen, hebben telkens zeer grondig de voorwaarden gewijzigd onder dewelke de organieke wet van 1836 moest worden toegepast. En nooit, nochtans, is de uitbreiding van het stemrecht ondergeschikt geweest aan eene herziening van dezer bepalingen der organieke wet.

*
* *

Feitelijk was de algemeene bespreking van het wetsvoorstel zeer kort.

Men zag in dat de teksten, door den heer Troclet en zijne vrienden aan de Kamer onderworpen, de politieke en bestuurlijke organisatie van het land, zooals zij is vastgesteld door de wet van 1836, heel en gansch wijzigen.

Een grondig onderzoek van deze teksten zou dus ernstige studiën en lange vergaderingen gevegd hebben.

Om het nochtans mogelijk te maken u een verslag voor te leggen gedurende dezen zittingstijd, hebben de heeren Troclet en zijne vrienden er mede ingestemd dat uwe Middenafdeeling geen uitspraak zou doen en enkel verslag zou uitbrengen voor enkele artikelen van zijn voorstel.

Deze artikelen worden hierna aangegeven.

EERSTE ARTIKEL VAN HET VOORSTEL TROCLET.

Benoeming der Gouverneurs, der griffiers, der ambtenaren en beambten van het provinciaal Bestuur.

Dit eerste artikel luidt als volgt :

« Artikel 4, alinea 2, wordt gewijzigd als volgt :

» De Regeeringscommissarissen (Gouverneurs) worden door den Koning benoemd uit eene lijst van twee kandidaten voorgedragen :

» a) Door den Provincialen Raad;

» b) Door de leden der Deputatie en door de Senatoren gekozen door den Provincialen Raad. De Provinciale Raad draagt een eersten en een tweeden candidaat voor. Zoo ook de leden der Deputatie en de Senatoren van de provincie.

» De Regeeringscommissarissen kunnen door den Koning afgezet worden.

» De provinciale griffier wordt door den Provincialen Raad benoemd op eene voordracht van drie kandidaten door de Bestendige Deputatie. »

De heer Troclet was van gevoelen, dat de Middenafdeeling uitsluitend uitspraak zou doen over dit gedeelte van het artikel waarbij de wijze van benoeming der Gouverneurs wordt geregeld, dus over de alinea's 1, 2 en 3.

Men zou de bewijsgronden, ten gunste van het voorstel-Troclet uitgebracht, niet beter kunnen te zamen brengen dan in de volgende woorden der Toelichting :

« Zooals zij thans bestaat, heeft de nochtans zoo beperkte zelfstandigheid van onze provinciën reeds dien-sten bewezen. Zij zal er meer kunnen bewijzen zoodra zij zal heringericht en uitgebreid zijn.

» De benoeming van den Gouverneur, door den Koning, uit eene lijst van twee kandidaten, voorgedragen door de mandatarissen van de provincie, zal aan sommigen als een overdraven maatregel toeschijnen. Is het feit, dat twee provinciën met eene socialistische meerderheid twee gouverneurs bezitten van eene andere gezindte, niet te betreuren? Is het ook niet te betreuren dat de socialistische partij, welke meer dan eene derde van de Natie vertegenwoordigt, in België geen enkel gouverneur van hare gezindte bezit? Ons voorstel zou daaromtrent evenwicht doen heerschen. Het laat, trouwens, in zake van benoeming, de beslissing over aan het Hoofdbestuur en laat het bestaande recht van afstelling onverkort.

» Machtsmisbruik vanwege den Provincialen Raad is niet te vreezen en dit om de volgende redenen : 1° lid 5 van artikel 108 der Grondwet laat het verhaal toe bij de wetgevende macht en bij den Koning wanneer de Provinciale Raad zijne bevoegdheid te buiten gaat en het algemeen belang te kort doet; 2° de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de Bestendige Deputatie verzekert de contrôle van al de partijen in den schoot van het Uitvoerend Comité van den Provincialen Raad. »

Een lid van de Middenafdeeling verklaarde geen tegenstander te zijn van het beginsel, dat de Gouverneur niet kon benoemd worden dan op de lijst van voordracht; hij voegde er echter aan toe, dat hij zijne goedkeuring niet kon hechten aan den voorgestelden tekst, omdat het opstel er van gebrekkig is. Dit artikel voorzag, inderdaad, eene tusschenkomst vanwege de « leden der Bestendige Deputatie en der Senatoren, door den Provincialen Raad gekozen ». Nu, alleen senatoren worden door den Provincialen Raad gekozen.

Andere leden van de Middenafdeeling hebben zich uitgesproken tegen alle beperking van het recht van benoeming, zooals dit wordt geregeld door de bestaande wet.

Onder de talrijke bezwaren welke werden aangevoerd, dient het volgende te worden voorop gesteld : Heeft de provincie, zooals de gemeente, een zelfstandig bestuur, dan staat deze zelfstandigheid toch onder Staatscontrôle. Nu, in elk der provinciën van het land, kan deze contrôle slechts doeltreffend gebeuren, indien de ambtenaar die deze contrôle oefent, onmiddellijk en rechtstreeks van het Middenbestuur afhangt. Eene beperking van het recht van benoeming in zake den ambtenaar die door de Regeering met de uitvoering der wetten belast is, kan bezwaarlijk worden aangenomen; en die leden hebben ook aangedrongen op het feit, dat de bevoegdheden van den Gouverneur niet uitsluitend provinciale belangen betreffen, doch dat het ook in vele gevallen algemeene zaken betreft, waarin hij optreedt als vertegenwoordiger van de Regeering zonder tusschenkomst van den Provincialen Raad noch van de Bestendige Deputatie.

Uwe Middenafdeeling heeft, met 3 stemmen tegen 2 en 1 onthouding, lid 1 van artikel 1 van het voorstel Troelet verworpen; dit lid luidde als volgt : « De Regeeringscommissarissen (Gouverneurs) worden door den Koning benoemd uit eene lijst van twee kandidaten voorgedragen. »

ARTIKEL 2 VAN HET WETSVOORSTEL.

Vergaderingen van den Provincialen Raad.

In de Toelichting wordt het voorstel aldus gerechtvaardigd :

« In 1836, heeft de wet den maximumduur van den provincialen zitting vastgesteld op vier weken. Te dien tijde scheen dit ruimschoots voldoende.

» Na negentig jaar, eischt de steeds groeiende werkzaamheid van de Provinciale Raden veel meer dan vier en twintig dagen per jaar om de talrijke vraagstukken, die er aan worden onderworpen, op te lossen.

» Vier weken om de begrooting op te maken, en het recht voor den Provincialen Raad zelf, evenals voor den gemeenteraad, samen te komen naar gelang de noodwendigheden, dit is in 't kort de inhoud van artikel 2 van ons wetsvoorstel. Het doet dus de vroegere artikelen wegvallen, welke de verlenging van den zitting deden afhangen van de goedkeuring van den Gouverneur, en de bijeenroeping van den Provincialen Raad, van een Koninklijk besluit »

Uwe Middenafdeeling, met 3 tegen 2 stemmen, heeft elke wijziging aan de van kracht zijnde wetgeving afgewezen.

Zij is van oordeel dat, moest men aan de Provinciale Raden het recht geven zich te vergaderen wanneer, feitelijk, een zeker getal leden dit oorbaar achten, dit voor noodlottig gevolg zou hebben de Provinciale Raden er toe te brengen af te wijken van de beperkte opdracht hun door de Grondwet en de wet toebedeeld. Die leden voegden er bij dat, feitelijk, de Provinciale Raden minder zetelen dan hun werd opgedragen; dat met den Raad in een door de Regeering gemachtigden buitengewonen zitting te vergaderen, de gestrengheid van de bestaande wetsbepalingen verminderd wordt; en, eindelijk, dat de halfambtelijke vergadering der Raden vóór den datum van den gewonen zitting, toelaat op volledige wijze al de vergaderingen van dezen laatsten zitting te benuttigen, daar de Raadsleden vooraf kunnen inzage nemen van de hun onderworpen dossiers.

ARTIKEL 7 VAN HET WETSVORSTEL.

Getal leden van de Bestendige Deputatie.

Dit artikel luidt :

Artikel 96 wordt door den volgende tekst vervangen :

« De Bestendige Deputatie van den Raad bestaat uit :

- a) 5 leden in de provinciën met ten minste 500,000 inwoners;
- b) 7 leden in de provinciën tellende 500,000 tot 1 millioen inwoners;
- c) 9 leden in de provinciën, wier bevolking een millioen inwoners overschrijdt ».

Bij artikel 8 zult gij de samenvatting vinden van de door dit artikel uitgelokte besprekingen en de verklaring van de uitgebrachte stemming.

Uwe Middenafdeeling heeft, met 3 tegen 2 stemmen en eene onthouding, ten tekst van den heer Troclet gewijzigd. Zij stelt u voor artikel 96 der Provinciale wet zoodanig te wijzigen dat het getal der leden van de Bestendige Deputatiën in al de provinciën zal gebracht worden van 6 op 7.

ARTIKEL 8 EN 10 VAN HET WETSVORSTEL.

Beperking van de rechten van den Gouverneur. — Toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de benoeming van de leden der Bestendige Deputatie.

Ten slotte, heeft uwe Middenafdeeling een beslissing genomen omtrent de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de benoeming van de leden der Bestendige Deputatie.

De leden van de Middenafdeeling, welke tot de gedachten door den heer Troclet

en zijne vrienden voorgestaan, toetreden, namen deze toepassing slechts aan mits de volgende beginselen werden gehuldigd :

1^o De Gouverneur zou, in den schoot van de Bestendige Deputatie, nog enkel raadgevende stem hebben.

Het intrekken van de heerschende wetsbepalingen, welke aan den Gouverneur beraadslagende stem geven, was geëischt omdat, door de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging de Gouverneur bijna altijd in den schoot der Deputatie overwegende stem zou hebben gehad.

2^o Logisch, vereischte de aanneming van dit beginsel eene beschikking in de organieke provinciale wet waarbij de heerschende bepaling wordt ingetrokken, bepaling welke het getal der bestendige afgevaardigden stelt op 6, om er een andere in de plaats te stellen die een onpaar cijfer stelt (5, 7 of 9) voor het getal der bestendige afgevaardigden. Zonder de aanneming van dit amendement, ware het aan eene meerderheid onmogelijk geweest in den Raad tot stand te komen.

3^o Het stelsel der evenredige vertegenwoordiging dat zou toegepast worden, kon er zich niet bij beperken een vertegenwoordiging der minderheden te verzekeren. Het moest aan al de partijen, in den Provincialen Raad vertegenwoordigd, een vertegenwoordiging verzekeren in de Deputatie, in werkelijke verhouding met het getal hunner gekozenen.

4^o Eindelijk, de aanneming van een stelsel van volledige evenredige vertegenwoordiging vereischte nog, dat het getal der bestendige afgevaardigden op 7 werd gebracht ten einde, in de Provinciale Raden, met een klein getal leden, de verkiezing te verzekeren van een afgevaardigde behoorende tot de groepen die weinig talrijk zouden zijn.

Daar het vraagstuk, opgeworpen door het onderzoek van deze voorstellen, reeds herhaaldelijk in het Parlement tot bespreking kwam, was de gedachtenwisseling vóór de uitgebrachte stemmingen zeer kort.

De beperking van de macht van den Gouverneur, het afschaffen van zijn stemrecht, werd verworpen met 3 tegen 2 stemmen en eene onthouding omdat de Bestendige Deputatie niet alleen uitspraak te doen heeft over zaken van provinciaal belang. Afgevaardigde van het centraal bestuur, heeft dit college al de bevoegdheden van algemeen belang. Men herleze slechts de artikelen van de gemeentewet om er van overtuigd te zijn, en men herinnere zich bij voorbeeld dat de Bestendige Deputatie de toepassing verzekert van de wet op de onderstandwoonst, van de wet op de gevaarlijke, hinderlijke en ongezonde instellingen, dat zij uitspraak doet over de geldigheid van de gemeenteverkiezingen. In al deze gevallen zou men eene inkringing van de macht van den Gouverneur, vertegenwoordiger van de centrale macht, niet kunnen verklaren.

De vermeerdering van het getal leden der Bestendige Deputatie (van 6 tot 7) werd aangenomen zooals hooger werd verklaard.

Ten slotte, het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging door het wetsvoorstel vooruitgezet, werd met 3 tegen 3 stemmen verworpen. De tegenstemmers werden geleid, niet door een verzet tegen de beginselen welke ten grondslag

liggen aan de voorgestelde hervorming, maar uitsluitend door feitelijke beschouwingen. Deze leden hebben er aan herinnerd :

1^o Dat de Senaat, zich aansluitend bij het initiatief van de heeren Imperiali, Digneffe, Berryer, Speyer, Orban de Xivry en Hicguet, op de vergadering van 22 September 1921, eene reeks bepalingen heeft aangenomen bij toepassing van dewelke een lid van de Bestendige Deputatie zou genoemd zijn bij volstreckte meerderheid der stemmen, terwijl de vijf overigen zouden genoemd zijn door de evenredige vertegenwoordiging. (*Gedr. Stuk.*, Kamer, zitt. 1920-1921, n^o 532.)

2^o Dat dit wetsontwerp werd aangenomen door de afdeelingen van de Kamer, door de Middenafdeeling, en dat er een gunstig verslag werd over uitgebracht dat het nummer 577 draagt van de documenten van dit zittingsjaar 1920-1921;

3^o Dat dit ontwerp nog altijd aan de Kamer is onderworpen;

4^o Dat, vermits dit ontwerp hun voldoening geeft, zij niet meenen de Kamer thans te moeten verzoeken uitspraak te doen over andere teksten dan deze waarover het verslag, u toegezonden in 1921, handelde.

De meerderheid van de leden uwer Middenafdeeling heeft zich aangesloten bij den tekst van dit verslag.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

MAURICE LEMONNIER.
